

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 325 BRESIL: CONFLIT SANGLANE CHEZ LES INDIENS BORORO

Le 15 juillet 1976, un groupe de soixante-deux paysans et tueurs à gages pénétrait dans la colonie indienne de Merure (Mato Grosso) et dans la mission catholique correspondante. Il venait s'opposer à la délimitation de la réserve indienne des Bororo. L'altercation se termina par des coups de feu: deux morts et quatre blessés du côté indien, un mort du côté des assaillants. L'un des morts étant le P. Rodolfo Lunkenbein, missionnaire salésien d'origine allemande, l'événement prit une dimension nationale et internationale.

Pour sa part, le Conseil indigéniste missionnaire, une organisation officielle de l'épiscopat brésilien, publiait le 25 juillet suivant le texte qu'on lira ci-dessous; il fait un récit des événements et rappelle ses positions concernant le problème de la propriété de la terre en Amazonie. Il explique que la question de la reconnaissance du droit des indiens à la terre s'inscrit dans le contexte des dix millions de familles paysannes qui, au Brésil, sont sans terre et dont la situation ne peut être réglée que par une réforme agraire.

Malheureusement la politique de la Fondation nationale de l'indien (FUNAI) et celle de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) sont loin d'être cohérentes et harmonisées. Néanmoins, dans le but de faciliter la légalisation des situations de fait, le gouvernement a, le 13 juillet 1976, transféré au patrimoine de l'Union fédérale 32 millions d'hectares de terres. De plus, pour éviter les conflits de plus en plus fréquents en Amazonie, le gouvernement fédéral a décrété l'obligation pour la Surintendance pour le développement de l'Amazonie (SUDAM) de porter ses projets de développement agraire à la connaissance de l'INCRA. Reste à savoir dans quelle mesure ces mesures seront effectivement appliquées.

(Note DIAL)

## DECLARATION DU CONSEIL INDIGENISTE MISSIONNAIRE

Suite aux graves événements du 15 de ce mois qui ont eu lieu à Merure, commune de Général Carneiro (Mato Grosso), et qui ont eu un profond retentissement dans l'opinion publique nationale et internationale, le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) entend, au terme de sa réunion à Goiânia, donner son point de vue sur ce fait et sur sa signification dans la situation indigène et missionnaire.

Comme l'ont amplement fait connaître les moyens d'information, un groupe de 62 personnes fortement armées a, dans la matinée du 15 juillet, fait irruption dans la colonie indienne de Merure administrée par la Mission salésienne du Mato Grosso, et cela après avoir interrompu le travail de l'une des trois équipes qui procédaient à la délimitation de la réserve, sur l'ordre de la Fondation nationale de l'indien (FUNAI), en obligeant les géomètres et les indiens Bororo qui accomplissaient ce travail à les suivre au siège de la colonie.

Là, ils insultèrent et agressèrent le P. Gonçalvo Ochoa, avant d'agir de même avec le P. Rodolfo Lunkenbein, directeur de la colonie, qui arrivait sur les lieux quelques instants plus tard. Comme ils ne parvenaient pas à provoquer chez les missionnaires une quelconque réaction à leurs provocations, les meneurs du groupe, en particulier João Marques de Oliveira ("João Mineiro"), José Antônio Guedes Miguez, Manuel Borges ("Preto") et Alair Borges, s'en prirent au P. Rodolfo et aux Bororo venus le défendre. Ils tuèrent le prêtre ainsi que l'indien Simão Cristino, et blessèrent quatre autres Bororo: Lourenço Rondon (Txibae Ewororo), Gabriel dos Santos (Bakorokudo), José Rodrigues et Tereza, la mère de Simão. Au moment des coups de feu, l'un des attaquants, le mineur Aloísio Bispo, était atteint par les armes de ses propres camarades et trouvait également la mort sur les lieux.

Ces incidents ainsi que l'ambiance régnant dans la région les jours suivants nous rappellent que ce ne sont pas seulement les indiens de Merure qui luttent pour la défense de leurs terres. Dans la commune de Rondonópolis (Mato Grosso), la réserve Bororo de Tereza Cristina est en cours de délimitation; conformément au projet actuel, sous couvert officiel de la FUNAI, la réserve comporte le maintien, au coeur de la zone indienne, d'un domaine privé qui recouvre les terres les meilleures et qui coupe le village du reste de la réserve et du fleuve constituant sa source la plus importante de ressources, c'est-à-dire la pêche. Dans la commune de Poxoréu (Mato Grosso), il existe dans la colonie Paraíso un groupe de Bororo qui est lui aussi sans propriété légalisée de la terre.

Il est impératif, à l'heure actuelle, de redire ce qui est dénoncé depuis toujours et sous des formes diverses: l'insécurité des populations indiennes du Brésil par suite de l'occupation de leurs terres. Du nord au sud du pays, ce problème va se répétant, et chaque fois plus gravement. Il suffit par exemple de rappeler ce qui est arrivé au début du mois avec les indiens Xerente de Tocantínia (Goiás): là aussi la réserve a été créée par la FUNAI mais les fermiers expropriés n'ont pas été indemnisés; au moment où les Xerente commençaient leurs cultures dans l'une des aires expropriées, un conflit éclata qui se solda par deux indiens blessés et trois morts du côté des fermiers.

#### L'indien et le problème des terres au Brésil

On entend communément dire qu'étant donné qu'ils représentent à peine plus de 0,1% de la population du pays, les indiens brésiliens "ne devraient pas avoir besoin de tant de terres". Celui qui tient un tel raisonnement oublie que l'indien a été le premier habitant des Amériques.

Comme le déclare dans ses conclusions le Parlement indien d'Amérique du sud réuni à San Bernardino (Paraguay) en octobre 1974: "L'indien américain est millénairement le maître de la terre; la terre appartient à l'indien. L'indien et la terre ne font qu'un. L'indien est le maître de la terre, avec ou sans titres de propriété". (1)

Bien que l'indien soit "le maître millénaire de la terre", les aires indigènes au Brésil ne sont même pas délimitées pour la plupart d'entre elles. Si, tout au long de l'histoire du Brésil, on enregistre d'innombrables conflits de terre entre indiens et colons, le problème est devenu beaucoup plus grave au cours des dernières années par suite de l'ouverture de nouvelles frontières d'expansion pour l'élevage et l'exploitation du sous-sol, expansion qui est la concrétisation des intérêts des grands capitaux et qui a donné naissance au double phénomène de la concentration accrue des domaines et de la transformation de la terre en objet de spéculation. La terre n'est plus un instrument de travail: elle n'est qu'une marchandise. Cette conception constitue une agression de l'univers culturel de l'indien. Les relations des indiens avec la terre sont basées sur la satisfaction des besoins de la vie communautaire et non sur la recherche du profit. Ils n'exploitent pas la terre comme nous le faisons en détruisant le milieu ambiant. C'est pourquoi le respect des valeurs culturelles indiennes exige que nous leur reconnaissons le droit à de plus grandes superficies de terre comme garantie de leur équilibre et de leur survie.

Le problème est aggravé par le fait que ces mêmes entreprises capitalistes qui occupent les terres des indiens procèdent également à l'expulsion des petits colons et des petits cultivateurs. C'est la raison pour laquelle il arrive parfois que des petits cultivateurs, spoliés de leur instrument de travail, soient amenés à occuper des aires indiennes. Mais il est facile de comprendre que, derrière les occasionnelles occupations de terre par des petits cultivateurs, il y a l'agression du latifundium capitaliste qui est, en dernière analyse, le responsable direct et indirect de la spoliation des terres des indiens. Nous voulons ici dénoncer le rideau de fumée que la FUNAI et certains secteurs sociaux liés aux grands propriétaires élèvent dans l'opinion publique en déclarant que toutes les occupations d'aires indiennes sont le fait de petits cultivateurs. En réalité, les heurts entre petits cultivateurs et indiens sont relativement limités. Les problèmes les plus sérieux, très souvent causés ou du moins couverts par des organismes gouvernementaux, sont la conséquence de l'occupation de terres indiennes par les grandes sociétés d'élevage, d'exploitation forestière et d'exploitation du sous-sol, nationales et multinationales.

Dans le cas concret de Merure, il s'est produit quelque chose de semblable. D'après les témoins oculaires (voir par exemple le rapport du P. Ochoa), les assaillants n'étaient pas tous des grands propriétaires. Certains d'entre eux étaient effectivement des petits cultivateurs; ils ont participé à l'opération sous l'impulsion et l'incitation de quelques grosses têtes - les grands propriétaires de la région - avec leurs hommes de main parfaitement motorisés et armés, ainsi qu'avec le soutien des hommes politiques et des commerçants de Barra do Garças et de Cuiabá. Dans les jours qui ont suivi le crime, la presse a publié des déclara-

(1) Cf Document DIAL D 195 (N.d.T.)

tions du gouverneur du Mato Grosso et du président de la FUNAI dans lesquelles ceux-ci faisaient allusion à l'existence, dans l'Etat du Mato Grosso, d'un syndicat de la mort dont l'objectif serait l'élimination des indiens pour récupérer leurs terres.

L'une des causes immédiates du conflit de Merure a certainement été le commencement de la délimitation de la réserve sans que soit au préalable résolu le problème des occupants moyennant le reclassement des petits cultivateurs dans d'autres zones, et l'expropriation pour intérêt public de quelques occupants qui possédaient déjà ailleurs d'autres terres. Pour déterminer les responsabilités dans ce conflit et dans les autres, il est important de rappeler la position plusieurs fois exprimée par les autorités de la FUNAI, conformément à laquelle le problème des petits cultivateurs dans les terres indiennes doit être résolu par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA). Cet organisme s'est cependant refusé à intervenir dans les conflits sous prétexte que, dans les aires indiennes, la responsabilité en incombe à la FUNAI. Qui donc, dans ce jeu "c'est pas de mon ressort", va régler un problème qui demeure et auquel le gouvernement ne s'intéresse que lorsqu'il y a mort d'hommes, comme dans le cas présent?

#### Positions du Conseil indigéniste missionnaire

Conscient que "évangéliser, pour l'Eglise, c'est porter la Bonne nouvelle dans toutes les parcelles d'humanité, quelque soit le milieu ou la latitude, et sous son impulsion les transformer de l'intérieur en renouvelant l'humanité" (Evangelii nuntiandi", du pape Paul VI), le Conseil indigéniste missionnaire - CIMI se propose de contribuer à cette transformation en prenant les positions suivantes:

1) Il y a au Brésil plus de 700.000 petits cultivateurs menacés, comme les indiens, dans leur droit à la terre. Ils font partie des 10 millions de familles de paysans brésiliens sans terre. C'est pourquoi nous considérons que le problème des aires indiennes est à envisager dans le contexte plus large de la distribution irrationnelle des terres dans notre pays. Ce n'est que grâce à une transformation radicale et profonde de la structure agraire brésilienne au bénéfice de tous les paysans sans terre, qu'il sera possible de s'acheminer vers la reconnaissance pacifique du droit des peuples indiens à la terre.

2) De même que nous défendons le droit des indiens à des superficies de terre compatibles avec les besoins inhérents à leur culture, de même réaffirmons-nous l'importance du respect et de la défense de leur culture contre les pressions exercées en vue d'une intégration rapide des indiens à la société nationale. Nous devons avoir l'humilité et l'honnêteté de rechercher l'échange et le dialogue avec la culture de l'indien, pour que la société nationale puisse elle aussi bénéficier des valeurs des communautés indiennes.

3) A ce même endroit, il y a un peu plus d'un an, la Première assemblée indigéniste missionnaire promue par le CIMI affirmait "la nécessité pour les missionnaires, comme individus et comme Eglise, de choisir

de s'incarner de façon réaliste et engagée dans la vie des peuples indiens en vivant avec eux, en enquêtant sur leur culture, en la découvrant, la valorisant et l'adoptant, ainsi qu'en assumant leur cause jusqu'aux conséquences ultimes." Nous croyons que le P. Rodolfo Lunkenbein a, par le témoignage de sa mort, scellé l'acceptation de ce principe. En même temps, le sacrifice de Simão Cristino et de ses frères Bororo, qui ont exposé leur vie pour défendre celle du P. Rodolfo, constitue un appel et une exigence dans le sens d'une Eglise missionnaire du Brésil toujours plus soucieuse d'une telle incarnation au milieu des indiens. Nous espérons aussi que cet appel sera perçu par toutes les Eglises du Brésil de façon à permettre à la pastorale indigène d'être totalement intégrée dans la pastorale d'ensemble.

Convaincus que, dans le mystère de la Pâque de Jésus-Christ, la mort de nos frères est un signe supplémentaire que les indiens du Brésil vivront malgré tous ceux qui souhaitent leur extinction, nous en appelons à la conscience de tous les brésiliens pour l'union de tous dans la lutte en faveur de transformations structurelles nous conduisant à une société plus juste et plus humaine, dans laquelle il n'y ait plus de place pour des événements comme ceux de Merure. Aucune force ne peut retenir la détermination d'un peuple conscient et uni. Les indiens sont en train de s'unir et de lutter. Unissons-nous tous et oeuvrons en solidarité pour soutenir la cause indienne qui est notre cause à tous.

Goiânia, le 25 juillet 1976

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse: n° 56249